

Le présent rapport a été préparé expressément pour l'enquête de la CPCA.

GRIPO-Ottawa : Légitimation de la haine et de la discrimination sur les campus

Je m'appelle Miriam Stein et je suis étudiante de common law à l'Université d'Ottawa. Je travaille à titre de bénévole au Centre Hillel d'Ottawa, en plus d'assumer la fonction de présidente de la défense des intérêts pour l'Association des étudiants juifs en droit (AEJD) durant l'année universitaire 2009-2010. Bien que le présent rapport porte sur des événements impliquant soit le Centre Hillel d'Ottawa soit l'AEJD, il s'agit d'un compte rendu personnel qui ne représente pas nécessairement les convictions ou les opinions du Centre Hillel d'Ottawa ni celles de l'AEJD.

La Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa (FÉUO) classe GRIPO-Ottawa dans la catégorie « autres cotisations étudiantes », statut privilégié dont jouissent trois autres entités officielles de l'Université d'Ottawa : la Clinique juridique, le Service d'appui au succès scolaire et le Service des sports. En 2007-2008, la FÉUO a accordé à GRIPO-Ottawa plus de 200 000 \$ à même les cotisations versées par les étudiants.

GRIPO-Ottawa se dit être un groupe non partisan, qui n'est affilié à aucun parti politique ou mouvement. L'organisation prétend avoir pour mission de rassembler et de construire une communauté diversifiée.

À voir son mandat, qui consiste à favoriser la justice sociale, environnementale et économique, nous avons cru que le Groupe de recherche d'intérêt public de l'Ontario à l'Université d'Ottawa (GRIPO-Ottawa) appuierait naturellement un événement organisé en novembre 2008 par un groupe d'étudiants juifs, le Centre Hillel d'Ottawa (de concert avec la vaste communauté juive d'Ottawa). En effet, un dirigeant ougandais juif avait été invité pour discuter de sujets tels que les initiatives de développement durable et d'éducation auprès des chrétiens, des musulmans et des juifs en Ouganda – des sujets qui s'inscrivent dans la lignée des intérêts de GRIPO-Ottawa.

Nous avons donc été renversés quand GRIPO-Ottawa a refusé d'appuyer l'événement susmentionné pour la simple raison que celui-ci avait été organisé, en partie, par le Centre Hillel. J'étais consciente de la position anti-israélienne de GRIPO-Ottawa avant de l'inviter à appuyer l'événement, mais il s'agissait d'un événement apolitique qui n'avait aucun rapport avec Israël. De plus, le Centre Hillel ne demandait pas de fonds, mais tout simplement un appui officiel de la part de GRIPO-Ottawa pour parrainer et, si possible, aider à promouvoir l'événement aux étudiants.

Après la tenue de l'événement, GRIPO-Ottawa a jugé bon de donner suite à mon invitation. J'ai reçu un courriel adressé au Centre Hillel dans lequel on disait que GRIPO-Ottawa ne pouvait pas parrainer ce qui semblait être un événement « intéressant » en raison de la « relation du Centre Hillel avec l'apartheid israélien et l'idéologie sioniste ». Depuis, GRIPO-Ottawa a réaffirmé à plus de deux reprises son refus général de travailler avec le Centre Hillel. Entre-temps, GRIPO-Ottawa demeure ouvert à l'idée de travailler avec de nombreux autres groupes d'étudiants et compte parmi ses groupes d'action la « Solidarity For Palestinian Human Rights » (Solidarité

pour les droits de la personne des Palestiniens), ce qui permet à ce groupe d'avoir accès aux ressources de GRIPO-Ottawa.

À mesure que l'indignation des étudiants contre la position de GRIPO-Ottawa s'est intensifiée, ce dernier a affiché, le 16 décembre 2008, une réponse publique pour donner suite aux préoccupations des étudiants. En voici un extrait :

En vertu de son mandat, le Centre Hillel d'Ottawa « ... proclame et soutient l'État juif : l'État d'Israël ». GRIPO-Ottawa estime que le soutien indéfectible du Centre Hillel à l'égard d'Israël est une position qui aliène les Palestiniens et qui porte atteinte au respect de leur identité individuelle, de leurs droits de mobilité et de leurs droits fondamentaux. Par conséquent, GRIPO-Ottawa ne peut endosser officiellement le Centre Hillel d'Ottawa ou tout événement parrainé par cette organisation. GRIPO-Ottawa fonde sa décision sur l'appui politique qu'accorde le Centre Hillel au sionisme; toutefois, GRIPO-Ottawa est disposé à travailler avec d'autres organisations juives et toute autre organisation qui respecte les droits fondamentaux des Palestiniens.

J'étais, et je demeure, consternée par la position catégorique de GRIPO-Ottawa voulant que l'État d'Israël soit aux dépens des droits fondamentaux des Palestiniens. Un tel raisonnement est odieux, simpliste et totalement faux. Je suis d'ailleurs choquée de voir l'ignorance et la compréhension naïve dont fait preuve GRIPO-Ottawa à propos du sionisme, sans compter la manière péjorative dont il emploie ce terme.

À titre de membre de l'Association des étudiants juifs en droit (AEJD), j'ai décidé de m'associer à la personne qui assumait alors le rôle de président de la défense des intérêts de l'AEJD afin de répondre à la lettre de GRIPO-Ottawa. Nous avons expliqué que la position de GRIPO-Ottawa contre le Centre Hillel entraîne l'isolement et la marginalisation des étudiants juifs. En ce qui a trait au refus de GRIPO-Ottawa de travailler avec des sionistes connus tout en restant disposé à travailler avec d'autres organisations juives, nous avons fait remarquer que pour de nombreux juifs, le sionisme est lié de façon intrinsèque à l'identité juive. Nous avons affirmé qu'en tant que juifs, nous avons le droit de croire au droit inaliénable de notre peuple à l'autodétermination. Toutefois, GRIPO-Ottawa est resté campé sur sa position. Il est évident que si une organisation juive souhaite travailler avec GRIPO-Ottawa, elle doit partager ses points de vue politiques et sociaux extrêmes concernant Israël ou, encore, appuyer Israël en silence.

À la suite de la position de GRIPO-Ottawa contre le Centre Hillel d'Ottawa, j'ai aidé à lancer une campagne de remboursement sur le campus pour que les étudiants puissent récupérer le montant de leurs frais de scolarité qui sert à financer GRIPO-Ottawa. Contrairement à d'autres universités qui offrent une option de remboursement en ligne, les étudiants d'Ottawa doivent se donner beaucoup de mal avant de pouvoir se faire rembourser : ils doivent se rendre *en personne* au bureau de GRIPO-Ottawa et fournir leur carte d'étudiant valide ainsi qu'une preuve d'inscription et de paiement pour le semestre en cours. Plusieurs étudiants m'ont ultérieurement avoué se sentir mal à l'aise à l'idée d'être obligés de demander un remboursement en personne. Une étudiante a d'ailleurs relaté qu'après avoir inscrit ses raisons pour la demande de remboursement, un des membres du personnel de GRIPO-Ottawa a lu son explication avec un air, semble-t-il, moqueur pendant qu'elle se trouvait au bureau de GRIPO.

J'ai soulevé mes préoccupations concernant GRIPO-Ottawa aux personnes suivantes : i) le recteur de l'Université, M. Allan Rock; ii) le président de la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa, M. Dean Haldenby; et iii) la directrice du Centre d'équité en matière de droits de la personne de l'Université, Mme Francine Page. M. Rock a fait mention de ses préoccupations sur son blog, tandis que Mme Page m'a fourni de l'information sur la façon dont on peut s'y prendre pour abolir GRIPO-Ottawa (une tâche fastidieuse qui repose, au bout du compte, sur la bonne volonté de la population étudiante pour voter contre GRIPO-Ottawa). Mme Page me fournira également des renseignements sur la possibilité d'une option de remboursement en ligne.

Bref, GRIPO-Ottawa a fini par marginaliser et discriminer les étudiants juifs sans subir aucune conséquence. Plus récemment, dans son bulletin d'information en ligne, GRIPO-Ottawa a discuté de la Parade de la fierté gaie dans le contexte de la justice sociale. Voici ce qu'on peut y lire : « ... nous en avons assez des tentatives d'Israël de *se faire passer* pour un refuge sûr pour les homosexuels dans le but de *détourner* l'attention du monde entier de ses politiques *racistes* contre les Palestiniens. Nous croyons que toutes les formes d'oppression sont interreliées. Nous n'appuyons pas la lutte contre l'homophobie si elle perpétue le racisme. » (C'est moi qui souligne.)

Les déclarations de GRIPO-Ottawa concernant les droits des homosexuels en Israël laissent entendre qu'Israël n'est pas un État démocratique qui accepte sa communauté gaie. De plus, GRIPO-Ottawa donne à penser que l'acceptation apparente de la communauté gaie en Israël est une tromperie pour détourner l'attention mondiale du régime « oppressif » et « raciste » d'Israël.

De toute évidence, GRIPO-Ottawa est déterminé à condamner l'État juif et à tenir des propos fallacieux et insultants à l'égard d'Israël et, par extension, de tous ceux qui appuient Israël.

Le comportement de GRIPO-Ottawa isole les étudiants juifs qui fréquentent l'Université d'Ottawa. En tant qu'étudiante juive, je me sens marginalisée et non représentée par cette organisation. Je me sens maltraitée du fait que je suis juive, et réduite au silence parce que GRIPO-Ottawa me refuse une participation et une représentation égales sur le campus. Par ailleurs, je me sens brimée à cause des attributs horribles que GRIPO-Ottawa emploie à l'égard de l'État juif. Au lieu d'encourager un dialogue et de permettre une critique raisonnée d'Israël (comme il se doit pour n'importe quel État), GRIPO-Ottawa a rejeté tout dialogue et a tiré sa conclusion concernant Israël. Pourtant, GRIPO-Ottawa est muet et/ou ouvert à une discussion quand il s'agit d'autres pays; il est même disposé à travailler avec d'autres groupes d'étudiants qui appuient leurs pays d'origine respectifs. Comme ne pas me sentir discriminée en tant que juive?